

Climat d'inquiétude

Valérie Gaudreau

Numéro 156, printemps 2018

Patrimoine et changements climatiques. Contre temps et marées

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/87908ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)

1923-2543 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gaudreau, V. (2018). Climat d'inquiétude. *Continuité*, (156), 22–25.

DOSSIER
PATRIMOINE ET
CHANGEMENTS CLIMATIQUES
ÉTAT DES LIEUX

Clima d'inqu



Les changements climatiques affectent le patrimoine de manière toujours plus marquée. Architecture, paysage, archéologie... De nombreux témoins du passé se trouvent en péril. Et le mercure de la préoccupation continue de grimper.

VALÉRIE GAUDREAU

t iétude

Le fort Prince-de-Galles, au Manitoba, voit ses murs de pierre et de mortier se dégrader de façon accélérée en raison de la hausse des radiations solaires et de la température. Le dégel du pergélisol fait craindre pour le complexe historique de Dawson, au Yukon, témoin de la ruée vers l'or au XIX^e siècle. Les épisodes de météo extrême menacent la forteresse de Louisbourg, sur la côte de l'Atlantique, en Nouvelle-Écosse...

Le réchauffement de la planète est parfois associé à des discussions abstraites entre les grands de ce monde qui promettent d'abaisser la température moyenne ou de freiner les émissions de gaz à effet de serre. Mais la liste de lieux historiques nationaux en péril compilée par Parcs Canada démontre que les changements climatiques se traduisent déjà par des épisodes bien concrets, de plus en plus percutants, dommageables et inquiétants.

Au Québec aussi, les soubresauts de la météo affectent de plus en plus le patrimoine. Édifices, berges, paysages, phares : bien des choses sont menacées, énumère François Morneau, membre d'Ouranos, un consortium de chercheurs en climatologie régionale et en adaptation aux changements climatiques. Même des cimetières ! L'an dernier, à Matane, des sépultures ont dû être exhumées et relocalisées parce que la mer, qui gruge lentement les berges, risquait de les emporter.

« La préoccupation est liée aux extrêmes de température », explique son collègue Laurent Da Silva, économiste chez Ouranos. La fonte des glaces provoque une hausse du niveau de la mer qui tend à accélérer l'érosion et la fréquence des inondations, ce qui expose à un danger bien réel une partie du patrimoine, notamment en zone maritime.

Aboiteau de Saint-André dans le Kamouraska. La région compte plusieurs de ces ingénieux systèmes de drainage à forte valeur identitaire. Les crues et l'usure du littoral en auront-elles raison ?
Photo : Audrey Mainguy

L'érosion, le pire ennemi

En 2015, Laurent Da Silva a mené une étude sur l'impact économique des changements climatiques sur les côtes gaspésiennes. Même si la recherche abordait l'angle financier plutôt que patrimonial, elle a permis d'identifier quelques sites et bâtiments à risque. Du lot, l'emblématique villa Frederick-James. Propriété de l'Université Laval, cette vaste résidence construite vers 1888 sur les hauteurs du cap Canon, avec une vue unique sur le fameux rocher Percé, est considérée comme l'un des principaux bâtiments patrimoniaux de la municipalité.

Fermée aux formations estivales en 2015 pour des raisons budgétaires, puis rouverte deux ans plus tard, la maison-école n'est pas sauvée pour autant. Outre la détérioration du bâtiment centenaire, l'érosion du cap inquiète, indique Laurent Da Silva. « L'érosion est un phénomène naturel, mais les changements climatiques l'accélèrent en raison des cycles plus fréquents de gel et de dégel. C'est ce qui fait travailler la roche », explique-t-il. Ouranos estime que le recul graduel de la terre ferme aura raison de la villa Frederick-James autour de 2042. Le bâtiment, situé à moins de cinq mètres du bord actuel de la falaise, devra toutefois être relocalisé plus tôt. « Une décision s'impose à très court terme si on veut pouvoir le préserver pour les générations futures », recommandent les experts dans le rapport.

Laurent Da Silva évoque un autre cas inquiétant. Toujours en Gaspésie, dans la municipalité de Maria cette fois, se dresse l'une des plus vieilles maisons de la région, l'auberge Mowatt. Construite en 1818, puis déménagée dans le parc du Vieux-Quai et transformée en centre culturel en 2004, la demeure a été fortement touchée par la tempête qui a déferlé sur la côte en décembre 2010.

« La maison Mowatt n'est pas menacée par l'érosion, mais des épisodes de submersion pourront endommager le bâtiment », peut-on lire dans le document « Analyse



L'érosion côtière menace même des cimetières comme celui-ci, en Gaspésie.

Photo : Pierre Lahoud



L'auberge Mowatt (1818) à Maria craint, non pas l'érosion, mais de possibles montées des eaux qui pourraient l'endommager.

Source : Municipalité de Maria

coûts-avantages des options d'adaptation en zone côtière à Maria ». L'étude propose divers scénarios pour conserver la demeure, dont la construction d'un mur de béton d'une hauteur de six mètres. Toutefois, ce rempart bloquerait l'accès au littoral. Protéger la rive par une recharge de plage permettrait pour sa part d'élargir la grève, préservant ainsi l'attractivité du site.

Le cas des aboiteaux

La hausse du niveau des eaux et l'érosion n'affectent pas que les maisons centenaires. Dans la région de Kamouraska, les aboiteaux, ces grandes digues qui drainent des terres autrefois submergées par le fleuve Saint-Laurent, sont aussi menacés par les crues et la lente usure du littoral.

Leur destruction éventuelle représenterait une perte pour le patrimoine agricole. « Leur utilité en agriculture en fait presque un symbole identitaire pour la région, avance Laurent Da Silva. Ces structures font partie d'un paysage assez unique au Québec. »

Dans une analyse de l'aboiteau de Rivière-Ouelle, Ouranos estime à 619 571 \$ sur 50 ans les coûts de laisser les terres cultivables se faire progressivement grignoter par l'eau, soit 10 000 \$ par hectare. Comment contrer le phénomène? Les experts concluent que le recul partiel de la digue est l'option la plus avantageuse.

Sacrifier l'un pour sauver l'autre

Même si cette étude visait avant tout à démontrer la rentabilité des mesures d'adaptation aux changements climatiques pour les gouvernements et les communautés, elle constitue

aux yeux de Laurent Da Silva une bonne façon de repérer les paysages et bâtiments à risque. Il faudra ensuite approfondir l'examen de la valeur patrimoniale des sites en danger, plaide-t-il.

Pour chaque lieu étudié, Ouranos propose des scénarios d'adaptation chiffrés. Doit-on tout garder? Impossible, répond en substance François Morneau. « Il faut faire des choix », tranche-t-il. Et chacun vient avec des conséquences. L'empierrement d'une falaise, par exemple, peut sembler une solution dans certains cas. « Mais cette pratique artificialise la falaise, et on ne voit plus le même paysage », note-t-il. Pire encore, elle peut même, à terme, accélérer l'érosion en raison des vagues qui percutent les pierres.

Il faut aussi considérer l'attachement de la communauté à un site. À quel prix doit-on combattre la nature? Doit-on se résigner à abandonner certains lieux ou bâtiments? Autant de questions, souvent subjectives et délicates, qu'il importe de se poser et auxquelles toutes les études du monde ne fourniront pas de réponse miracle. « On ne peut pas se battre contre la mer partout », résume François Morneau.

Un impact sur l'archéologie

Les changements climatiques préoccupent aussi profondément les archéologues. Sur le plan international, le dégel du pergélisol dans le Nord est un sujet d'alarme depuis plusieurs années. « La fonte des glaces et du pergélisol met au jour des artefacts qui bénéficiaient d'une protection naturelle », explique la directrice générale d'Archéo-Québec, Marie-Jacinthe Roberge.



Outre le fait qu'on perd des vestiges à cause de l'érosion, des sites archéologiques en plein air, comme celui du Lieu national historique des Forges-du-Saint-Maurice, doivent endurer une plus grande exposition à d'importants écarts de température. Rien pour aider leur conservation.

Photo : Linda Turgeon

Au sud, les épisodes climatiques extrêmes sont de plus en plus fréquents, comme les « bombes météo », ces dépressions majeures qui se forment rapidement en zone froide. Les tempêtes causent des débordements susceptibles de brasser le sol, qui recèle parfois un intérêt archéologique. « Dans ce cas, on peut dire que les artefacts sont littéralement avalés par l'eau », illustre M^{me} Roberge.

La spécialiste souligne aussi les aléas auxquels sont soumis les sites archéologiques en plein air, comme le lieu historique national des Forges-du-Saint-Maurice, au nord de Trois-Rivières. « Ils sont de plus en plus exposés aux rayons UV et aux extrêmes de la météo, note-t-elle. Une température de moins 30 degrés Celsius qui passe le lendemain à 6 degrés, un mur de pierre ne peut pas tolérer ça sans broncher, surtout s'il date du XVIII^e siècle. »

Au-delà des sites officiels, comment protéger les traces du passé qui dorment toujours dans le sol? « Le patrimoine archéologique enfoui est encore méconnu. C'est là le grand problème », lance la directrice d'Archéo-Québec. L'organisme plaide donc pour un meilleur inventaire des trésors souterrains, ce qui faciliterait aussi la sensibilisation du public.

Urgence en la demeure

Marie-Jacinthe Roberge donne en exemple les importantes inondations qui ont frappé la Montérégie, tant en 2011 qu'en 2017. Elles ne sont pas les premières ni les dernières. Or, des artefacts se trouvaient sans doute dans le sol qui a été remué par le débordement de la rivière Richelieu. « On peut supposer

qu'il y a eu un impact. Mais de quelle ampleur? Les pouvoirs publics doivent comprendre qu'il faut documenter les vestiges archéologiques présents sur le territoire. » Ce qui exige naturellement des moyens financiers.

L'archéologue Tommy Simon Pelletier sait d'expérience à quel point il est crucial d'inventorier les trésors cachés sous les berges menacées. En 2012, il a contribué à la découverte d'un bastion de l'armée française construit en 1760 pour freiner la progression des forces britanniques le long de la rivière Ristigouche, dans le secteur de Pointe-à-la-Croix. Une découverte prometteuse qui prouve à ses yeux la nécessité de mieux recenser les empreintes laissées par nos ancêtres sur le territoire.

Réginald Auger, professeur et responsable du Laboratoire d'archéologie historique à l'Université Laval, plaide aussi pour une hausse du financement permettant de dresser des inventaires. Mieux vaut ne pas attendre que de précieux morceaux du patrimoine archéologique soient emportés par les humeurs climatiques. Il y a urgence en la demeure. « Urgence? Ça fait des années qu'on le dit, lance l'archéologue avec conviction : le village brûle, et les pompiers ne sont toujours pas là. » ♦

Valérie Gaudreau est journaliste et directrice de l'information au quotidien *Le Soleil*.
